

ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET – Deuxième trimestre 2009

Numéro du Projet : PBF/CAF/B-2		Domaine Prioritaire : Reforme du Secteur de la Sécurité	
Nom du Projet : <i>Prévention de recrutement, Démobilisation et Réintégration socio-économique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits</i>			
Organisation des Nations Unies Bénéficiaire : UNICEF		Autorité Nationale : Ministère de la Famille, des affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ; Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports ; Ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale	
Date d'approbation du Comité de Pilotage : 05/12/08		Budget Total : USD 2, 000,000	
Zone d'intervention : Préfectures de l'Ouham, Ouham Péndé, Nana Gribizi, Bamingui Bangoran, Vakaga, Haute Kotto et Kémo			
Description du projet : DDR enfants; mise en place de mécanismes communautaires de protection et appui au relèvement précoce des communautés; mise en place d'un système de collecte et rapportage de la résolution 1612			
Objectif global : Contribuer par le DDR enfants à la mise en place de divers mécanismes communautaires de protection et de relèvement à un retour à la normalité dans les zones de conflit			
Objectifs immédiats : (1) Démobiliser tous les enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) (2) Réduire la vulnérabilité des enfants affectés par le conflit, (3) Documenter, surveiller et rapporter les cas de violations graves des droits de l'enfant en situation de conflit tels que décrits par la résolution 1612 du conseil de Sécurité des Nations Unies			
Résultats : <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 3 Centre de Transit d'Orientation (CTO) sont fonctionnels et fournissent soins et protection à au moins 500 EAFGA ; - Les ex EAFGA, les OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par les conflits identifiés à travers le programme retrouvent un accès aux services sociaux de base (Réhabilitation/ construction d'infrastructure sociales sur la base des plans participatifs de relèvement communautaire) et bénéficient d'AGR adaptées à leurs besoins - Existence d'un mécanisme fonctionnel de collecte et de rapportage des graves violations des droits de l'enfant selon la résolution 1612, (mise en place de la <i>task force</i> production/ dissémination des rapports périodiques) 			
Activités clés : 1) Plaidoyer pour le DDR, Mise en place des CTO, recherche et réunification familiale, Suivi holistique adapté après réunification communautaire des ex EAFGA, 2) sensibiliser les femmes dans le domaines de SR, VIH et SIDA, 3) Appuyer les femmes dans les activités de consolidation de la paix.			
Durée du projet : 18 mois		Date de démarrage : Février 2009	Date de clôture : Juillet 2010
Date de démarrage effectif : Janvier 2009		Retard éventuel : n/a	
Raisons/commentaires : Démarrage précoce sur préfinancement de l'UNICEF			

Dépenses et taux d'exécution

Dépenses :	\$ 1 999 000
Taux d'exécution budgétaire :	99.95 %

Réalisations par rapport aux objectifs et aux résultats :

Résultat	Activités prévues	Réalisations
Résultat 1 <i>Au moins 3 CTO sont fonctionnels et fournissent soins et protection à au moins 500 enfants démobilisés et tout autre enfant vulnérable ayant besoin de prise en charge temporaire ; 90 réseaux communautaires de protection des enfants sont aussi établis dans les zones de retour des ex EAFGA</i>		
	Activité 1.1.1 Etablir et maintenir des contacts continus avec les forces et groupes armés (CCC et Plaidoyer) pour la libération/ le retrait des EAFGA	<ul style="list-style-type: none">- Conclusion des contrats de collaboration avec l'APRD, FAO, COOPI, PAM dans la région.- UNICEF et ses partenaires ont poursuivi leurs efforts de plaidoyer auprès de l'APRD en rapport avec la non utilisation des enfants par les forces et groupes armés et la démobilisation de ceux déjà associés.
	Activité 1.1.2 Travailler avec les FGA pour l'élaboration et la mise en place des pré-requis aux retrait des EAFGA (nomination des officiers de liaison par Zone, Mise à disposition de la liste des sites de regroupement/ cantonnement, élaboration et mise à disposition de la liste nominative désagrégée des EAFGA ¹)	212 EAFGA sont provisoirement identifiés dans la zone de Paoua Et 76 au niveau de Bocaranga soit un total de 288 EAFGA.
	Activité 1.1.3 Identification des sites d'implantation des CTO puis, négociations foncières et mise en place des CTO	2 centres de transit et d'orientation d'une capacité minimale de 50 enfants ont été construits, équipés et sont aujourd'hui opérationnels à Bocaranga par l'ONG IRC et à Doko sur l'axe Bocaranga-Mann) et Paoua (à Gadoulou sur l'axe Bossangoa-Paoua) par l'ONG DRC.

	<p>Activité 1.1.4 Elaboration et mise à exécution conjointe FGA/ APE du chronogramme du ramassage des EAFGA</p>	<p>- Au vu du nombre réduit d'enfants à démobiliser dans la zone de Kaga Bandoro, il a été décidé de ne pas installer un CTO mais de travailler à travers des familles de transit pour la prise en charge temporaire des enfants démobilisés avant leur réunification familiale. Une dizaine de famille de transit a été identifiée et sensibilisée sur leurs rôles. - 182 (166 garçons, 16 Filles) enfants associés aux groupes armés ont été démobilisés. Ces derniers ont été soit référés aux 2 CTO ou directement réunifiés avec leurs familles.</p>
	<p>Activité 1.1.5 Elaboration et mise à exécution concertée UNICEF/ Partenaires du plan de Formation continue/ recyclage des intervenants y compris des volontaires communautaires aux techniques (de base) de protection des OEV (y compris les cas de SGBV) et EAFGA, suivi de la mise en place des RECOPE (Réseaux Communautaires de Protection de l'Enfance) dans les zones à forte concentration d'OEV et EAFGA</p>	<p>11 délégué techniques villageois, un superviseur et 19 animateurs des centres d'alphabétisation formés pour l'accompagnement des EAFGA dans la zone de Bocaranga.</p>
	<p>Activité 1.1.6 Mise en service des CTO en lien avec les activités de CCC, le plaidoyer et la mobilisation sociale de même que le suivi et l'accompagnement psychosocial à travers les RECOPE, etc.</p>	<p>2 CTO d'une capacité minimale de 50 enfants ont été construits, équipés et sont aujourd'hui opérationnels - Les enfants associés aux groupes armés démobilisés ont été référés aux 2 CTO</p>

Résultat 2.1 <i>Les ex EAFGA et OEV y compris les survivants de SGBV identifiés à travers le processus reçoivent des services et divers appuis, visant à réduire les effets du conflit sur leur vie</i>		
	Identification, enregistrement et profilage des EAFGA, OEV et survivants de SGBV	173(157G, 16F) enfants démobilisés ont pu être réunifiés à leurs familles, soit environ 95% du total d'enfants démobilisés en ce jour. Les visites de suivi à domicile sont progressivement organisées par les agents sociaux des ONG partenaires.
	Référencement des bénéficiaires selon leur profile de vulnérabilité (DDR, FTR, Appui psychosociale, Assistance juridique, Prise en charge médicale, prise en charge holistique, etc...)	Des mécanismes de référencement pour une prise en charge médicale et psychosociale appropriée des violences basées sur le genre ont été établis dans 252 villages dans la zone couverte par le projet.
	Mise en place et exécution des activités éducatives, récréatives sportives et culturelles, des activités d appui psychosocial, de référencement médical et juridique etc.	72 pairs éducateurs responsables de l'organisation et la mise en place des activités récréatives pour 200 enfants vulnérables dans 07 écoles communautaires de Kaga Bandoro ont reçu une formation sur la protection des enfants, suivi et supervision des enfants ainsi que les techniques d'organisation des activités récréatives de qualité pour les enfants.
	Suivi holistique adapte après réunification/ communautaire des ex EAFGA, OEV et autres	Les activités communautaires d'appui psychosocial aux enfants vulnérables se mettent graduellement en place. Dans ce cadre, UNICEF a fourni 10 kits récréatifs aux partenaires pour l'organisation des activités récréatives pour environ 1372 enfants dans les régions de Bocaranga et de Paoua.
	Elaboration et mise a exécution concertée UNICEF/ Partenaires du plan de Formation	97 cas de violences sexuelles ont été identifiés et assistés

	continue/ recyclage des intervenants y compris des volontaires communautaires aux techniques (de base) de Prévention des cas, de référencement médical, d'accompagnement psychosocial et juridique des survivants SGBV), suivi de la mise en place des Réseaux Communautaires de lutte contre les SGBV	
	Mise en place de mécanismes de coordination des programmes contre les SGBV au niveau National et décentralisé	
	Formations des acteurs armes aux droits de l'enfant, de la femme (y compris les SGBV) et des personnes vulnérables en situation de conflit	1230 personnes dont 318 autorités civiles locales et 912 acteurs armés incluant la MICOPAX, FACA et l'APRD ainsi ont été formés et/ou sensibilisés sur les droits humains, le droit humanitaire international et les droits de l'enfant et de la femme
	Formation continue des membres des RECOPE et des communautés en générale, a la Promotion, protection et défense des droits des enfants, des femmes des PDI etc...	52 volontaires communautaires ont été formés sur les mécanismes de référencement et les directives inter organisations sur la prise en charge des violences sexuelles et basées sur le genre.
Résultat 2. 2. <i>Les ex EAFGA (y compris forces d'auto défense) OEV, Survivants de SGBV et autres enfants affectés par le conflit identifiés a travers le programme retrouvent un accès aux services sociaux de base</i>		
	Activité 2.2.1 Organiser dans les communautés cibles des Diagnostics sociaux participatifs pour identifier les priorités des communautés en termes de réhabilitation et plan de relèvements communautaires	Les besoins en réhabilitation de 7 centres communautaires identifiés dans la région de Kaga Bandoro et Bocaranga ont été évalués.
	Activité 2.2.2 Sur la base des résultats des diagnostics sociaux participatifs, élaboration participative des plans de relèvement communautaire et de réhabilitation des	Ces structures seront utilisées comme cadre pour la formation socioprofessionnelle en compétences de vie et l'éducation non formelle des enfants et jeunes vulnérables, y compris ceux qui seront démobilisés.

	infrastructures sociales	
	Activité 2.2.3 Réhabilitation/ construction d'infrastructure sociales sur la base des plans participatifs de relèvement communautaire	Un puit d'eau est en train d'être aménagé dans la communauté d'accueil du CTO établi dans la zone de Paoua et pourra desservir environ 400 ménages, soit environ 2000 personnes.
	Activité 2.2.4 Formation et mise en place des comités communautaires de gestion participative des infrastructures réhabilitées	
	Activité 2.2.5 Elaboration et exécution participative des plans de gestion communautaire des infrastructures réhabilitées (formation à la maintenance, mise a disposition du matériel de maintenance, etc)	
Résultat 2.3 <i>les ex EAFGA (y compris ceux des forces d'auto défense), OEV, Survivants de SGBV et autres personnes affectées par le conflit identifiés a travers le programme reçoivent divers appuis relatifs au relèvement communautaire y compris des AGR adaptés a leurs besoins spécifiques</i>		
	Activité 2.3.1 Suivi psychosocial, profilage et écoute de bénéficiaire en vue de la mise en place de son projet de vie individuel	<ul style="list-style-type: none"> - Des enquêtes socio-économiques à petite échelle ont été menées dans les villages cibles afin d'élaborer une stratégie de mise en place des moyens subsistance/alternatives socio-économiques pour appuyer la réintégration communautaire des enfants vulnérables. 2,886(1,053 enfants, 822 femmes et 991 hommes) personnes au total ont participé dans ces enquêtes. - 63 coopératives communautaires agricoles dans lesquelles les enfants vulnérables seront intégrés ont été identifiées ; leurs capacités opérationnelles ont aussi été évaluées. - 11 personnes identifiées comme mentors professionnels pour les jeunes ont reçu une formation de 10 jours sur les techniques agricoles et d'élevage, leurs rôles et leurs responsabilités en tant que conseillers agricoles pour soutenir la réinsertion économique des enfants et jeunes vulnérables.

	Activité 2.3.2 Orientation du bénéficiaire vers un schéma de réinsertion adapté à son profilage	292 enfants identifiés comme vulnérables dont environ 50% sont des enfants ex-associés aux groupes armés) par leurs communautés respectives ont pu bénéficier d'une formation et appui en activités génératrices de revenus afin de les doter des meilleures options de moyens de subsistance et réduire ainsi leur exposition aux abus et exploitation futurs.
	Activité 2.3.3 Elaboration des TdR de l'Etude d'opportunités, Elaboration des TdR, Recrutement des consultants et exécution de l'étude d'opportunités.	
	Activité 2.3.4 Présentation, validation et dissémination des résultats des études d'opportunités	
	Activité 2.3.5 Opérationnalisation des résultats et recommandations des études d'opportunités (travail d'installation sur terrain, identification et mise place des partenariats avec les maîtres artisans, des coachs agriculteurs et éleveurs, etc...)	
	Activité 2.3.6 Mise en place, et suivi/ accompagnement des bénéficiaires dans leurs projets individuels de vie.	
Résultat 3.1 <i>Les Six violations graves des droits de l'Enfant en situation de conflit tels que décrits dans la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies sont collectées</i>		
	Activité 3.1.1 Formations/ sensibilisations continues des acteurs et intervenants sur la protection et les droits des enfants pendant les conflits et la résolution 1612	Une étude qualitative sur l'état de connaissance sur les graves violations des droits des enfants selon la résolution 1612 du conseil de sécurité des NU a été faite ; le premier rapport au Conseil de sécurité a aussi été produit
	Activité 3.1.2 Formation /sensibilisation des RECOPE, des Structures communautaires, du	Les mécanismes de monitoring et rapportage des graves violations des droits des enfants en situation des conflits tels

	leadership des PDI, des ONG et autres APE aux principes et techniques de surveillance, collecte et rapportage « sécurisés » des éléments de la résolution 1612	que décrits par la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont pu être établi, bien qu'ils méritent toujours d'être renforcés.
	Activité 3.1.3 Mise en place d'une structure de surveillance, collecte et rapportage des éléments de la résolution 1612, basée sur le mainstreaming	Dans le cadre de ce processus, l'UNICEF a appuyé la mise en place d'un groupe de travail sur la 1612 au niveau au niveau national. Les procédures pour la collecte et la vérification des informations sur les violations graves des droits de l'enfant par les différents groupes armés et les forces opérant en RCA ont également été élaborés.
Résultat 3.2. <i>Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte, Surveillance et Rapportage de la résolution 1612</i>		
	Activité 3.2.1 constitution et mise en place de la MRM 1612 Task Force pays pour la RCA sur la base des recommandations de l'étude sur l'Etat des Connaissances relatives a la mise en place du MRM 1612 en RCA,	
	Activité 3.2.2 Mise en réseaux des RECOPE, des Structures communautaires, du leadership des PDI, des ONG et autres APE (CTO) formées/ sensibilisées aux principes et techniques de surveillance, collecte et rapportage « sécurisés » des éléments de la résolution 1612,	
	Activité 3.2.3 Elaboration du chronogramme des activités des coordinations locales du réseau de mainstreaming des éléments 1612	
	Activité 3.2.4 Mise en liens pratiques (canaux, moyens et formats de communication), personnes de référence et périodicité des contacts, etc...entre les coordinations locales et la	

	Task force entre les informants et les coordinations locales	
	Activité 3.2.5 Production/dissémination des rapports de la RCA sur la résolution 1612	
	Activité 3.2.6Elaboration/ exécution par la Task Force et l'UNCT d'une stratégie de plaidoyer et CCC sur la base des recommandations des rapports produits sur la situation des enfants impliqués dans les conflits armés en RCA	

Défis rencontrés et plan d'action

Défis et difficultés rencontrés :	<ol style="list-style-type: none"> 1- Insuffisance d'implication des populations et autorités politico-militaires pour l'appropriation du projet 2- Disparité dans les constructions des CTO 3- On a noté un changement dans le caractère et la dynamique des forces d'autodéfenses. Ces milices sont de plus en plus impliquées dans des affrontements directs avec les groupes rebelles, ce qui pose de risques et menaces sérieux pour la survie des enfants. 20-30% des effectifs de ces milices seraient constitués des enfants. Au vu du caractère non homogène de ces forces et la reconnaissance dont elles jouissent de la part des communautés, les enfants qui sont avec ces milices ne sont pas reconnus comme enfants associés par les communautés. 4- A l'instar des enfants dans les milices d'autodéfense, l'accès aux filles associées aux groupes armés reste aussi faible. 5- Faible capacité technique des partenaires ; la plupart d'ONG impliquées dans ce projet n'ont pas d'expertise institutionnelle dans le domaine de la protection des enfants dans les urgences et en particulier la démobilisation et réintégration des enfants associés aux groupes armés. 6- Les programmes de prévention et de réponses aux violences basées sur le genre ne concernent principalement que Bocaranga et Kaga Bandoro. Aussi, les réponses offertes ne sont pas exhaustives comme elles n'offrent pas d'assistance légale aux victimes. 7- Beaucoup d'enfants démobilisés ne peuvent pas directement être réinsérés dans les écoles formelles à cause de leur faible niveau, surtout ceux-là qui ont passé un peu plus de temps avec l'APRD et qui n'ont par conséquent pas fréquenté les classes pour 2 ans en moyenne.
--	--

	<p>8- La situation sécuritaire reste très volatile, en particulier dans les zones frontalières du Nord-est. Cela a gravement affecté la capacité des partenaires à maintenir les activités du projet dans certaines zones. Par exemple, le programme a été suspendu pendant environ 2 mois dans Vakaga en raison d'un incident impliquant un partenaire. En outre, la saison des pluies et le mauvais état des routes rendent l'intervention encore beaucoup plus difficile.</p> <p>9- Réticence de beaucoup d'ONG internationale à participer et contribuer aux mécanismes de monitoring et de rapportage des graves violations des droits des enfants en période de conflits (refus justifié par leur crainte pour la sécurité de leur staff et leurs programmes)</p> <p>10- Manque d'informations quantitatives sur l'ampleur des violations des droits des enfants à l'échelle nationale.</p>
<p>Plans pour résoudre les difficultés :</p>	<p>1- Intensifier les actions de sensibilisation à tous les niveaux pour l'appropriation du projet</p> <p>2- L'UNICEF doit informer le Secrétariat de toutes les réalisations effectuées avec le financement du FCP.</p> <p>3- Les projets de constructions seront suivi de près pour minimiser les disparités.</p> <p>4- UNICEF et ses partenaires ont commencé à travailler avec les leaders communautaires dans les villages à forte concentration des forces d'autodéfense, y compris les chefs de ces milices pour les sensibiliser sur la question de non participation des enfants dans ces groupes. Quelques sensibilisations sur les droits humains à l'égard de ces milices ont été dispensées. Cependant, il est important de développer une stratégie plus robuste de plaidoyer au niveau national pour adresser cette question de façon plus globale, un plaidoyer qui pourrait idéalement impliquer les parlementaires, les ministères de l'Intérieur et de la Défense.</p> <p>5- Dans toute les discussion sur la démobilisation des enfants, insister chaque fois sur la question de participation des filles. Les partenaires ont commencé à inclure cette question dans tous leurs programmes de sensibilisations destinées aux communautés locales.</p> <p>6- Poursuivre le renforcement des capacités des partenaires à travers les formations. Pour augmenter sa capacité de coaching et de monitoring des projets des partenaires sur le terrain, UNICEF est en train de renforcer sa présence sur le terrain en recrutant des spécialistes de protection qui seront respectivement basés à Paoua et Ndélé</p> <p>7- Expansion de la couverture des programmes de réponse aux violences sexuelles à travers la diversification du partenariat. UNICEF envisage la signature des contrats à petite échelle avec des associations comme ACABEF (Association Centrafricaine pour le Bien Etre de la Femme) ou AFJCA (Association des Femmes Juristes Centrafricaines) dans le domaine de la sensibilisation aux violences et fourniture des conseils aux victimes sur la santé reproductive</p>

	<p>et l'assistance juridique.</p> <ul style="list-style-type: none">8- Il est prévu de profiter de la période des vacances pour organiser des cours accélérés de rattrapage de niveau pour les enfants dans certains villages en collaboration avec les inspecteurs d'écoles de Bocaranga et Paoua9- Identifier les organisations à base communautaires et les ONG locales lesquelles avec lesquelles on pourrait collaborer pour soutenir les interventions dans la région. Les expériences de travail dans les zones de conflits montrent que les ONG locales ont plus de résilience et qu'elles peuvent continuer d'avoir accès aux populations sinistrées même avec peu de moyens et après l'évacuation des organisations internationales.10- Diversification des mécanismes de collecte d'information à travers le développement d'un partenariat avec les ONG locales et la mise en place des réseaux11- Une étude quantitative est actuellement en cours pour identifier l'étendue/l'ampleur de 4 types de graves violations des droits des enfants en période de conflits à l'échelle est en cours.
--	--

Appréciation globale par rapport à la réalisation des objectifs et résultats :

Le projet a déjà commencé par réaliser des résultats palpables. Il est à encourager et à suivre de près pour minimiser les disparités constatées dans la construction des CTO.